

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 2003-2004

5 JUILLET 2004

LISTE DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECRET CONSIDERES COMME NON AVENUS
PAR SUITE DU RENOUVELLEMENT DU PARLEMENT

SOMMAIRE

	Pages
	—
Projets et propositions envoyés en commission	2
Annexe: Décret relatif aux conséquences du renouvellement du Conseil de la Communauté française sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil	7

PROJETS ET PROPOSITIONS ENVOYES EN COMMISSION

A. Commission de Coopération avec les Communautés

Néant.

B. Commission de Coopération avec les Régions

Néant.

C. Commission de Coopération et de Concertation avec l'Assemblée de la Commission communautaire française

Néant.

D. Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité

1. Proposition de décret visant à assurer la confidentialité des fichiers informatiques du comptage d'élèves en Communauté française
Proposition déposée le 7 juillet 2000 par Mme Corbisier-Hagon et M. Liénard, doc. 98 (1999-2000) n° 1.
2. Proposition de décret spécial modifiant l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée organisant le régime des sessions du Conseil de la Communauté française
Proposition déposée le 10 octobre 2000 par M. Wahl, doc. 107 (1999-2000) n° 1.
3. Proposition de décret organisant la protection des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public contre le harcèlement sexuel ou moral sur les lieux de travail
Proposition déposée le 16 février 2001 par Mme Corbisier-Hagon, doc. 150 (2000-2001) n° 1.
4. Proposition de décret modifiant le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française
Proposition déposée le 10 mai 2001 par MM. Dupont, Wahl et Cheron, doc. 167 (2000-2001) n° 1.
5. Proposition de décret visant à renforcer les moyens de contrôle sur les organismes d'intérêt public et les entreprises publiques autonomes
Proposition déposée le 26 novembre 2001 par MM. Wahl et Fontaine, doc. 218 (2001-2002) n° 1.
6. Proposition de décret spécial modifiant l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée organisant le régime des sessions du Conseil de la Communauté française
Proposition déposée le 27 février 2002 par MM. Wahl, Dupont, Cheron et Mme Corbisier-Hagon, doc. 250 (2001-2002) n° 1.
7. Proposition de décret relatif à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations de la Communauté française
Proposition déposée le 15 mars 2002 par MM. Moock et Istasse, doc. 256 (2001-2002) n° 1.

8. Proposition de décret spécial modifiant le décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française
Proposition déposée le 20 mars 2003 par Mme Corbisier-Hagon, MM. Grimberghs et Cheron, doc. 384 (2002-2003) n° 1.
9. Proposition de décret relative à l'information du Parlement de l'utilisation de la part du bénéfice de la Loterie nationale attribuée à la Communauté française
Proposition déposée le 3 juillet 2003 par Mme Wynants, MM. Javaux et Josse, doc. 435 (2002-2003) n° 1.
10. Proposition de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la Fonction publique en Communauté française
Proposition déposée le 10 octobre 2003 par MM. Istasse et Bayenet, doc. 451 (2002-2003) n° 1.
11. Proposition de décret modifiant le décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant
Proposition déposée le 10 février 2004 par MM. Grimberghs, Elsen et Mme Corbisier-Hagon, doc. 499 (2003-2004) n° 1.

E. Commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse et du Cinéma

1. Proposition de décret modifiant le décret relatif à la lecture publique
Proposition déposée le 11 mai 2002 par Mmes Corbisier-Hagon et de Groote, doc. 76 (1999-2000) n° 1.
2. Proposition de décret visant à garantir le traitement des plaintes en matière d'information par la création d'un Conseil des médias
Proposition déposée le 26 octobre 2001 par Mme Wynants et M. van Eyll, doc. 206 (2001-2002) n° 1.
3. Proposition de décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la radio-télévision belge de la Communauté française
Proposition déposée le 3 décembre 2001 par M. Cheron, Mme Wynants et M. Guilbert, doc. 224 (2001-2002) n° 1.
4. Proposition de décret instituant un Conseil des médias
Proposition déposée le 4 décembre 2001 par Mmes Corbisier-Hagon, de Groote et M. Bouchat, doc. 226 (2001-2002) n° 1.
5. Proposition de décret modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion
Proposition déposée le 10 décembre 2003 par M. Grimberghs, Mmes Corbisier-Hagon et de Groote et M. Bouchat, doc. 480 (2003-2004) n° 1.
6. Proposition de décret portant création du Conseil de l'Education aux Médias et des Centres de ressources en matière d'éducation aux médias
Proposition déposée le 29 avril 2004 par MM. Istasse et Ficheroulle et Mme Emmery, doc. 558 (2003-2004) n° 1.
7. Proposition de décret modifiant le décret — cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène
Proposition déposée le 4 mai 2004 par Mme Wynants, MM. Josse et Cheron, doc. 562 (2003-2004) n° 1.

F. Commission de l'Education

1. Proposition de décret visant à agréer les fermes pédagogiques
Proposition déposée le 15 septembre 1999 par MM. Antoine et Charlier, doc. 7 (SE 1999) n° 1.
2. Proposition de décret fixant le statut des maîtres et professeurs de religion de l'enseignement officiel subventionné
Proposition déposée le 15 septembre 1999 par MM. Antoine et Charlier, doc. 8 (SE 1999) n° 1.
3. Proposition de décret instaurant un service universel communal d'accompagnement social pour tous les élèves fréquentant l'enseignement maternel et obligatoire
Proposition déposée le 23 septembre 1999 par M. Neven(1), doc. 13 (SE 1999) n° 1
Avis du Conseil d'État, doc. 241 (1997-1998) n° 2, doc. 241 (1997-1998) n° 1.
4. Proposition de décret relatif à l'exonération du paiement du droit perçu pour l'examen des demandes d'équivalence des diplômes et certificats d'études
Proposition déposée le 29 octobre 1999 par Mme Bertouille, doc. 22 (1999-2000) n° 1.
5. Proposition de décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre
Proposition déposée le 17 avril 2000 par M. Charlier et Mme Corbisier-Hagon, doc. 71 (1999-2000) n° 1.
6. Proposition de décret relatif à la création et à la diffusion d'un document intitulé « Devenir citoyen » visant à l'acquisition de références pour la compréhension de la société civile et politique
Proposition déposée le 30 mai 2000 par MM. Dupont et Léonard, doc. 81 (1999-2000) n° 1.
7. Proposition de décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre
Proposition déposée le 25 janvier 2001 par Mme Corbisier-Hagon et M. Charlier, doc. 141 (2000-2001) n° 1.
8. Proposition de décret modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française
Proposition déposée le 19 avril 2001 par Mme Corbisier-Hagon et M. Charlier, doc. 161 (2000-2001) n° 1.
9. Proposition de décret modifiant l'article 90 du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement du 24 juillet 1997
Proposition déposée le 28 novembre 2001 par M. Bailly, doc. 220 (2001-2002) n° 1.
10. Proposition de décret sur l'inspection scolaire de la Communauté française
Proposition déposée le 19 février 2002 par M. Charlier et Mme Corbisier-Hagon, doc. 247 (2001-2002) n° 1.

(1) Frappée de caducité le 12 juin 1999; relevée de caducité le 23 septembre 1999.

11. Proposition de décret visant à favoriser les rencontres entre les élèves des cours de religion et de morale
Proposition déposée le 16 avril 2002 par Mme Corbisier-Hagon et M. Charlier, doc. 262 (2001-2002) n° 1.
12. Proposition de décret relatif à la reconnaissance des associations de parents aux niveaux local et communautaire
Proposition déposée le 16 septembre 2002 par MM. Henry et Cheron et Mme Vlamincq-Moreau, doc. 317 (2001-2002) n° 1.
13. Proposition de décret relatif à l'instauration d'un budget participatif dans l'enseignement fondamental, dans l'enseignement secondaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire en alternance
Proposition déposée le 3 février 2003 par MM. Henry, Hardy et Cheron, doc. 370 (2002-2003) n° 1.
14. Proposition de décret modifiant les dispositions applicables au congé politique des membres du personnel enseignant et assimilé
Proposition déposée le 29 avril 2003 par MM. Elsen et Charlier, doc. 408 (2002-2003) n° 1.
15. Proposition de décret relatif à la mise en œuvre d'un plan de remédiation visant à la réussite de tous
Proposition déposée le 14 octobre 2003 par MM. Hardy et Lahssaini, doc. 457 (2002-2003) n° 1.
16. Proposition de décret introduisant un cours de philosophie et d'histoire culturelle des religions dans le programme du troisième degré de l'enseignement secondaire
Proposition déposée le 20 janvier 2004 par MM. Miller et Wahl, doc. 488 (2003-2004) n° 1.
17. Proposition de décret relatif à l'apprentissage de la sécurité routière
Proposition déposée le 20 avril 2004 par M. Elsen, Mme Corbisier-Hagon et M. Charlier, doc. 552 (2003-2004) n° 1.
18. Proposition de décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre
Proposition déposée le 26 avril 2004 par M. Chalier, doc. 554 (2003-2004) n° 1.
19. Proposition de décret relatif aux membres du personnel exerçant la fonction de promotion de directeur à titre temporaire sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française
Proposition déposée le 5 mai 2004 par MM. Bayenet et Istasse, doc. 563 (2003-2004) n° 1.
20. Proposition de décret créant le Conseil consultatif supérieur des cours philosophiques
Proposition déposée le 5 mai 2004 par M. Istasse, Mme Corbisier-Hagon et M. Cheron, doc. 564 (2003-2004) n° 1.
21. Projet de décret portant confirmation de certains profils de formation définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire
Projet déposé le 14 juin 2004, doc. 572 (2003-2004) n° 1.
22. Projet de décret portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en éducation artistique, en éducation physique (compléments), en technologie, en éducation technique et technologique
Projet déposé le 16 juin 2004, doc. 573 (2003-2004) n° 1.

G. Commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

1. Proposition de décret modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles
Proposition déposée le 29 octobre 1999 par Mme Bertouille, doc. 21 (1999-2000) n° 1.
2. Proposition de décret modifiant l'article 16 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques
Proposition déposée le 29 octobre 1999 par Mme Bertouille, doc. 23 (1999-2000) n° 1.
3. Proposition de décret relatif à la création d'un service d'appui pédagogique pour les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française
Proposition déposée le 4 mars 2004 par Mme Bertieaux et M. Wahl, doc. 511 (2003-2004) n° 1.

H. Commission de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide à la jeunesse

1. Proposition de décret relatif au statut des gardiennes encadrées
Proposition déposée le 29 mars 2000 par M. Etienne et Mme Corbisier-Hagon, doc. 65 (1999-2000) n° 1.

I. Commission des Relations internationales et des Questions européennes

Néant.

J. Commission spéciale «Prévention et Sécurité»

Néant.

ANNEXE

27 DECEMBRE 1974

**Décret relatif aux conséquences du renouvellement
du Conseil de la Communauté française
sur les projets et propositions de décret
pendants devant ce Conseil (1)**

Article 1^{er}

En cas de renouvellement du Conseil de la Communauté française, les projets et propositions de décret qui ont été introduits devant le Conseil et n'ont pas encore été adoptés par lui sont considérés comme nuls et nonavenus.

Article 2

Le Conseil peut, à la demande d'un auteur ou de l'Exécutif, se saisir à nouveau d'une ou de plusieurs des propositions visées à l'article 1^{er} qui ont été prises en considération lors de la législature précédente.

Le Conseil peut, à la demande de l'Exécutif, se saisir à nouveau d'un ou de plusieurs des projets visés à l'article 1^{er}.

Article 3

Les membres du Conseil introduisent leurs demandes auprès du président dans les trente jours qui suivent la constitution du Conseil.

Article 4

(...) (2)

(1) Ce texte a été adapté aux modifications de terminologie intervenues en 1980.

(2) Disposition transitoire devenue sans objet.